

Platform for Agricultural Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods

Tools Assessment



Niger

En collaboration avec



Haut-Commissariat à l'Initiative 3N "Les Nigériens
Nourrissent les Nigériens" (HC3N)

Étude conduite par



**Etude de faisabilité
pour l'investissement
dans le système d'accès
à l'information**

**Résumé
Exécutif**

Juin, 2018





Résumé Exécutif

Du fait de sa situation géographique, et des effets du changement climatique, le Niger traverse régulièrement, depuis plusieurs décennies, des crises (sécheresses, inondations, ravageurs, ...) plus ou moins sévères qui affectent durement les récoltes et la sécurité alimentaire des populations, faisant du Niger un des pays les plus pauvres de la planète (classé par les Nations Unies, 2^{ème} pays le plus pauvre au monde en 2016).

Afin d'endiguer l'impact des événements climatiques, le Gouvernement a mis en place en 2011 l'initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N). L'objectif de cette initiative est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes. Afin d'atteindre ses objectifs, l'I3N reçoit l'appui de nombreuses organisations internationales. Depuis 2015, elle travaille notamment avec la Plateforme de Gestion des Risques Agricole (PARM). La coopération entre l'I3N et PARM a d'abord donné lieu, en 2016, à une étude sur l'évaluation des risques agricoles (Evaluation des risques agricoles au Niger²) qui venait compléter une étude de la Banque Mondiale de 2013³ sur le même sujet. L'étude PARM a identifié trois domaines particuliers d'intervention: i) le renforcement des capacités en auto-évaluation des risques agricoles par les producteurs agricoles à travers l'appui au conseil agricole ii) l'accès à l'information essentielle par les producteurs agricoles à travers les nouvelles technologies et la consolidation de celles existantes iii) l'accès aux services financiers et au marché à travers les contrats à terme - warrantés et leur rôle en appui au plan de contingence en cas de crise alimentaire. Chacun de ces trois domaines fait l'objet d'une étude de faisabilité spécifique et l'ensemble des résultats sera présenté lors d'un atelier début 2018. Le présent rapport présente les recherches et les propositions relatives à l'étude de faisabilité pour l'investissement dans les systèmes d'accès à l'information au Niger.

Aujourd'hui, il est clairement établi que l'information, tout comme les services financiers, sont des intrants agricoles au même titre que les produits phytosanitaires ou les engrais, et l'exploitation par les petits producteurs d'informations techniques, climatiques, ou commerciales peut avoir un impact considérable sur leurs récoltes, leur niveau de vie et leur sécurité alimentaire. En partant de ce constat, l'objectif premier de cette étude et de comprendre les besoins en information des producteurs nigériens, les outils et les capacités dont ils disposent pour accéder à cette information, la disponibilité de cette information, sa qualité et son accessibilité. Cette étude s'intéresse à trois domaines particuliers identifiés conjointement par PARM et le HC3N comme les plus importants du point de vue de la gestion des risques agricoles tant au niveau macro que pour les agriculteurs :

- Les informations de prix de marché ;
- Les informations climatiques et ;
- Les informations sur la production agricole.

Il ressort de l'étude quatre points clés :

- Le Niger dispose d'un système efficace de remontée d'information concernant tous les indicateurs de risque, depuis les prix de marchés agriculture & bétail, jusqu'aux informations climatiques et sanitaires, et les informations de sécurité. Basées sur les SCAP-RU et les OSV, les informations de terrain remontent aux instances nationales, aux bailleurs de fonds et aux services nationales et régionales d'appui technique (Réseau FEWS-NET, AGRHYMET, Groupe Technique Pluridisciplinaire). Différents organismes disposent donc d'un ensemble d'informations fiables à forte valeur. La qualité des bulletins générés par les différents organismes et les évaluations indépendantes publiées témoignent de cet aspect. La quasi-totalité des besoins en information des producteurs sont couverts par les informations actuellement collectées. Le seul domaine absent a priori concerne les informations de prix et de disponibilité concernant les intrants agricoles.

1 <http://www.initiative3n.ne/>

2 http://p4arm.org/app/uploads/2017/03/niger_risk-assessment-study_full-report.pdf

3 <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1349215552505/niger-risk-assessment-french.pdf>



- Cependant, beaucoup de ces systèmes de remontée d'information sont basés sur le papier, et si quelques initiatives pilotes limitées expérimentent ou ont expérimenté l'utilisation des NTIC, cet aspect devrait être développé et généralisé pour améliorer la confiance dans les informations collectées, améliorer la qualité des informations et accélérer le transfert d'information.
- Si l'information remonte au niveau national, elle ne redescend quasiment pas au niveau des producteurs⁴ qui sont en forte demande d'information sur les marchés, les informations climatiques et des informations relatives à la production dans le domaine de l'élevage et des cultures irriguées et pluviales. Les informations ne sont soit pas accessibles du fait de la langue, du contenu scientifique ou des canaux de diffusion utilisés (par exemple web ou sms/ussd), soit pas segmentées par région et donc l'information utile est noyée et pas identifiable. Il conviendrait d'explorer comment soit utiliser les structures de collecte d'information (SCAP-RU et OSV) en mode inversé pour la transmission d'information aux producteurs, soit ajouter une composante au concept de la Maison du Paysan⁵ du H3CN en considérant l'information comme l'un des intrants agricoles et en la chargeant de sa diffusion au travers de ces différentes structures (Radio communautaire, magasin, etc.).
- Concernant la diffusion d'informations, de nombreuses initiatives d'ONG ou d'Organisation Paysanne (OP) mettent en place des réseaux de diffusion d'information, utilisant le plus souvent les radios communautaires, mais également les TIC comme les services mobiles (hotline, SMS, USSD) ou les réseaux sociaux comme What'sApp, afin d'offrir un ensemble de canaux accessibles aux producteurs ayant des profils et équipements variés. Cependant, si les moyens de communication sont en place, les structures ont un problème important d'accès aux informations. En effet, une infime partie des informations disponibles mentionnées au premier point sont publiées et disponibles. La valeur de ces informations augmentera si elles sont publiées dans un format ouvert (open data) et utilisable par toutes les structures privées, ONG, OP, entrepreneurs etc.
- Plusieurs initiatives pilotes de services d'information existent portées par des structures non-gouvernementales comme le RECA (centre d'e-extension) ou des ONG (Système d'Information des Transhumants de VSF-BE). Ces exemples montrent l'intérêt et l'implication des acteurs non-gouvernementaux qui pourraient être plus efficacement supportés et incités à mettre en place des approches pérennes de diffusions d'information (voir les propositions du plan d'action ci-dessous).

L'analyse détaillée de cette évaluation est présentée dans la partie 2 de ce document.

En partant de cette analyse, ce rapport propose un plan d'action en trois volets :

- **Objectif 1** : Améliorer la qualité et la fiabilité des données par le renforcement des processus de collecte de données sur le terrain. La réalisation de cette objectif permettra d'améliorer les processus de collecte de données sur le terrain, d'améliorer la qualité et la fiabilité des données, et fournir une grande flexibilité aux services de l'état d'ajouter ou de modifier les collectes de données à coût nul. En termes d'activités, il s'agira principalement de mettre en place (développement d'une plateforme TIC et développement de capacités) un processus de collecte informatisée de bout en bout depuis la collecte de l'information, jusqu'à sa gestion au niveau national en passant par les validations régionales intermédiaires ;
- **Objectif 2** : Faciliter l'accès et la dissémination de ces informations auprès de différents publics cibles, par la publication des données et des informations des différentes agences étatiques. La réalisation de cet objectif permettra un accès globale et aisé à toutes les données et informations générées par les services de l'état à l'ensemble des acteurs. En termes d'activités, il s'agira de mettre en place un portail de données ouvertes (Open Data) qui rassemblera l'ensemble des données et informations liées à la gestion des risques agricoles ;

4 Nous n'avons pas conduit d'étude quantitative, mais uniquement qualitative, il est donc impossible de fournir des chiffres sur une base scientifique solide. Cependant, le message est homogène et consistant entre tous les acteurs rencontrés sur le fait que quasiment les informations parviennent difficilement aux petits producteurs à l'exception d'initiatives locales des OP. A titre d'information, concernant les cultivateurs, les entretiens ont concerné les principales OP, comme Mooriben, qui comptent plus de 60.000 membres, qui sont des hommes et des femmes pratiquant l'agriculture pluviale et/ou irriguée dans les régions de Dosso et Tillabéri et la FCMN Niya, qui totalise aussi plus de 30.000 producteurs membres, qui sont des maraichers répartis sur l'ensemble du territoire national. Concernant les éleveurs, les entretiens ont concerné l'une des principales organisations des Éleveurs, qu'est l'AREN, qui compte plus de 100.000 membres, qui sont des éleveurs ou agro-éleveurs répartis sur l'ensemble du territoire national.

5 Voir la note de concept [HC3N_MP_2015] sur la Maison du Paysan : « La Maison du Paysan est un ensemble intégré et multifonctionnel d'infrastructures et de services implantés au niveau communal pour améliorer l'offre de services d'appui aux producteurs et aux entreprises agricoles pour soutenir leurs efforts d'augmentation des productions agro pastorales et leur productivité »



- **Objectif 3** : Augmenter le nombre de petits producteurs capables de recevoir les informations essentielles, par le renforcement des processus de diffusion des informations auprès des petits producteurs. Cet objectif se divise en quatre groupes d'activités :
 - **Renforcer les capacités des différents intermédiaires (infomédiaires)** : il s'agit de fournir un ensemble d'outils et de formations aux organisations et structures directement au contact des producteurs afin que ces infomédiaires puissent leur transmettre une information pertinente et à jour. Différents acteurs sont concernés par cet ensemble d'activités depuis des organisations généralistes (média, radios communautaires, etc.) jusqu'aux entités étatiques locales (OSV, maisons du paysan, agents SNCA), en passant par les OP, les filières professionnelles, les ONG et les acteurs privés. En pratique, il s'agira de mettre en place d'une part un portail centralisé d'information associé à une application mobile pour permettre un accès aisé à toutes les informations sur les risques agricoles (prix de marchés, bulletins et.) pour toute personne ayant un smartphone ou un accès internet, même intermittent. D'autre part, il s'agira également de mettre en place une plateforme de diffusion radio, pour faciliter l'exploitation du réseau de stations radios (publiques, privées et communautaires) pour la diffusion d'information par tous les acteurs. Cette plateforme sera associée à un recensement exhaustif des radios pour aider à la sélection des stations les plus appropriées en fonction des objectifs et des populations visées.
 - **Mettre en place un ensemble de services d'information directs auprès des producteurs** : Il s'agit de permettre aux producteurs ayant un téléphone mobile de base d'accéder directement aux informations sans passer par un intermédiaire grâce à l'utilisation de technologies vocales. Il s'agira de mettre en place (développement d'une plateforme TIC et développement de capacités) un portail vocal sur lequel sera accessible les informations sur les risques agricoles.
 - **Mettre en place un système d'alertes** : Il s'agit de mettre en place un système rapide de diffusion d'informations urgentes (par exemple des événements climatiques dangereux, l'arrivée de ravageurs, le développement d'épidémies concernant le bétail, etc.) à destinations à la fois des intermédiaires et directement auprès des producteurs grâce à l'utilisation de plusieurs canaux de communications (email, sms, réseaux sociaux, alertes vocales, etc.).
 - **Mettre en place un plan de support à l'innovation, la mise en place, le passage à l'échelle et la pérennisation d'initiatives menées par des acteurs non-gouvernementaux (OP, filières professionnelles, ONG, startup et entrepreneurs, etc.)** : Il ressort de l'étude que de nombreuses organisations organisent des réseaux de diffusions efficaces ou des services innovants pour disséminer des informations auprès des producteurs (cas par exemple du service e-extension du RECA). Il convient donc de promouvoir ces approches en soutenant financièrement et techniquement les initiatives de ces acteurs. Il convient également de promouvoir l'innovation et l'exploitation des données publiées sur le portail de données ouvertes par des acteurs non-gouvernementaux au travers d'activités de type hackathon. En termes d'activités, il s'agira de mettre en place un fonds d'investissement, et d'organiser les critères et processus de candidature aux financements par ce fonds.

Dans la troisième partie de cette étude, les activités associées à chaque objectif et sous-objectif sont décrites et chiffrées, et les modèles économiques de pérennisation présentés. En Annexe, un résumé des actions est présenté sous la forme d'un cadre logique, associé à des tableaux récapitulatifs pour chaque type d'information.